

LIBERTÉ, ÉGALITÉ.

NOUVELLES POLITIQUES  
NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.

TROISIÈME ANNÉE RÉPUBLICAINE.

QUINTIDI 25 Nivôse.

( Bre vulgaire )

Mercredi 14 Janvier 1795.

*Le Bureau des NOUVELLES POLITIQUES, Feuille qui paroît tous les jours, est établi à Paris, rue des MOULINS, n<sup>o</sup>. 500, au coin de la rue THÉRÈSE. Le prix de la Souscription est actuellement de 45 livres par an, de 24 livres pour six mois, et de 13 livres 10 sols pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être chargées, attendu le grand nombre de celles qui s'égarent, et adressées franches au citoyen CHAS-FONTAINE. L'abonnement doit toujours commencer le premier de chaque mois (nouveau style.)*

*Les Souscripteurs et les agens des postes, dont les Abonnemens expirent à la fin de Nivôse, sont invités à les renouveler incessamment, s'ils ne veulent point éprouver d'interruption, et à s'adresser directement au Bureau, sans employer, à Paris, d'agens intermédiaires, dont la négligence expose les Souscripteurs à des retards considérables dans les expéditions, et à des plaintes multipliées que le Bureau ne mérite point.*

## ALLEMAGNE.

*De Ratisbonne, le 28 décembre.*

Le 19, la diète a pris, d'un commun accord, une résolution définitive dans l'affaire de la pacification désirée; on y a adopté un projet d'avis de l'Empire, qui sera incessamment envoyé à l'empereur pour en obtenir ratification & devenir *conclusum* du corps germanique. La résolution prise porte en substance:

1<sup>o</sup> Qu'il a été jugé conforme à la situation actuelle des affaires, de préparer efficacement les voies à une pacification équitable, en même-tems que l'on s'occupera très-sérieusement, & conformément à ce qui en a été ordonné, des préparatifs pour une nouvelle campagne.

2<sup>o</sup> Qu'on a lieu d'espérer que, pour l'honneur de l'humanité, trop cruellement en souffrance; la nation française considérant qu'elle a elle-même fait naître cette guerre qui, de la part de l'Empire, n'a eu d'autre but que de défendre obligatoirement la constitution & les droits du corps germanique & de ses membres, & nullement de s'immiscer dans les affaires intérieures de la France, ou de faire sur elle des conquêtes, se montrera disposée à prêter les mains à une paix qui mette fin à la guerre à laquelle elle a forcé l'Empire.

3<sup>o</sup> Que, vu la possibilité de s'être livré sur ce point à une espérance trompeuse, & d'avoir inévitablement à continuer la guerre défensive, il ne sera rien négligé pour accélérer le plutôt possible les armemens décrétés & tous les moyens de défense qu'une nouvelle campagne & les dangers dont on est menacé, exigent impérieusement.

4<sup>o</sup> Quo, partant de ces suppositions, S. M. I. sera très-humblement & instamment suppliée de continuer

toujours, de concert avec l'Empire, à donner des soins à ce que les choses soient ramenées aux termes d'une pacification acceptable, conforme à-la-fois à la constitution de l'Empire & à la paix de Westphalie, l'une de ses loix fondamentales.

5<sup>o</sup> Enfin, que sa dite majesté impériale, pour mieux travailler à la paix, veuille bien s'employer à la rendre plus facile, en entamant des négociations pour une trêve préalable, en agissant à ces deux égards conjointement avec sa majesté le roi de Prusse, qui déjà s'est déclaré prêt à tout tenter pour répondre aux vœux de l'Empire, qui sont aussi les siens.

Des lettres de Hollande nous ont donné l'importante nouvelle que des députés étoient partis de la Haye pour se rendre à Bois-le-Duc, & y proposer au général Bichegru une cessation d'hostilités, C'est, dit-on, à des conditions qui sembleraient ne pouvoir être rejetées.

*De Mayence, le 30 décembre.*

La reconnaissance faite le 29 avoit pour objet de s'assurer si l'ennemi avoit commencé de nouveaux travaux sur la gauche & sur la droite de Bretzenheim. M. le général baron Aufsez, commandoit la cavalerie, M. le général comte d'Alvinzi commandoit l'attaque de l'infanterie sur le village de Bretzenheim. A 7 heures & demie, la troupe marcha sur deux colonnes, à gauche & à droite de Bretzenheim. L'ennemi avoit une garde de 100 hommes d'infanterie & 30 chevaux, à la gauche du village; ils furent presque tous hachés ou dispersés: ceux qui, en petit nombre, voulurent se sauver à travers le village, y trouverent une division du corps franc de Wurmser, qui sabra ou fit prisonniers tous ces fuyards. A la droite du village, on trouva un piquet d'infanterie & de cavalerie, qui fut attaqué & poursuivi jusqu'à Marienborn où

est le camp français. Il fut reconnu que l'ennemi n'avoit fait aucuns travaux près de Bretzenheim ; & la troupe se retira.

A midi l'ennemi s'avança avec 30 pièces d'artillerie, contre le fort de Zahlbach & Thalheim, qu'il canonna avec la plus grande vivacité : il envoya quelques bataillons dans le village de Zahlbach, avec l'ordre exprès d'enlever d'assaut le fort ou de ne plus retourner. Effectivement une compagnie de grenadiers français s'y porta sous le feu de nos canons chargés à mitraille. Le lieutenant de Steinberg, qui occupoit le fort avec une compagnie d'Olivier-Wallis, repoussa l'ennemi à la bayonnette avec autant d'intelligence que d'intrépidité : une division du corps franc de Wurmsér, & du célèbre régiment d'infanterie de Pellegrini, se rendit de Thalheim à Zahlbach pour soutenir ce poste, repoussa l'ennemi du village, & fit prisonniers un capitaine de grenadiers de la 18<sup>e</sup> demi-brigade, & quelques soldats.

On ne peut donner assez d'éloges à la bravoure avec laquelle nos troupes résisterent à l'impétuosité & au courage de la compagnie de grenadiers français qui donnèrent l'assaut, & qui furent presque tous tués dans les fossés. L'ennemi témoigna du découragement de voir ainsi périr les siens sans succès ; & l'on vit une partie de ses troupes se replier. Toute fois une heure après il renouvella l'attaque avec 4 bataillons ; mais ils furent encore repoussés par la division du corps franc de Wurmsér, dont le brave commandant, capitaine Ostoich, fut si grièvement blessé qu'il en est mort. Pendant cette affaire, l'ennemi jeta quelques boulets dans la ville. Une jeune fille a été tuée par un boulet de 6 livres, sur le marché aux bêtes.

*Du 31.* — On attend ici demain L. A. R. Parchiduc Charles, & le duc de Saxe-Teschen, ainsi que le feld-maréchal de Mollendorff & le général comte de Clerfayt.

Depuis le départ de MM. de Brantsen & de Repelaer, pour Paris, où ils doivent entamer des négociations de paix entre la France & la Hollande, les troupes hollandaises à Berg-Op-Zoom & sur la rive droite du Waal, ont reçu l'ordre de se tenir sur la simple défensive ; mais quoique les Français n'aient encore rien entrepris de sérieux contre elles, il ne paroît pas qu'ils aient encore reçu l'ordre de ne pas attaquer.

(Extrait des papiers allemands.)

(Voyez sur ceci la note du rédacteur, article Paris).

#### A N G L E T E R R E.

De Londres, le 31 décembre.

Hier, le roi a fait l'ouverture du parlement. Il a prononcé le discours suivant :

*Mylords et messieurs,*

» Après avoir éprouvé en toute occasion votre zèle & votre dévouement pour les intérêts de mon peuple, je trouve une grande satisfaction à recourir à vos avis & à votre appui dans les circonstances qui exigent le déploiement entier de votre énergie & de votre sagesse.

» Malgré les revers & les contrariétés que nous avons éprouvés dans la dernière campagne, je conserve la conviction intime que nous devons poursuivre vigoureusement la guerre juste & nécessaire où nous sommes engagés.

» Vous penserez comme moi, j'en suis certain, que nous ne devons attendre que de notre fermeté & de notre

persévérance le rétablissement de la paix sur des bases solides & honorables, ainsi que la garantie & la sûreté parfaite de nos plus chers intérêts.

» En considérant la situation de nos ennemis, vous observerez, sans doute, que les efforts auxquels ils doivent leurs succès, & les moyens extraordinaires qui pouvoient seuls soutenir ces efforts, ont produit chez eux — même les effets pernicieux que l'on devoit en attendre ; & que chacun des évènements qui se sont passés dans l'intérieur de la France, a montré la décadence progressive & rapide de leurs ressources & l'instabilité de chaque partie de ce système violent & contre-nature, qui est également ruineux pour la France & incompatible avec la tranquillité des deux nations.

» Cependant les états-généraux des Provinces-Unies, pressés par les circonstances difficiles où ils se trouvent, se sont déterminés à entamer une négociation pour la paix avec le parti qui domine actuellement en France — Aucun gouvernement établi, aucun état indépendant ne peut dans la situation actuelle des choses, placer une confiance réelle dans de telles négociations. Quant à nous, nous ne pourrions tenter un semblable moyen sans sacrifier notre honneur & notre sûreté à un ennemi dont la plus grande haine est évidemment dirigée contre ce royaume.

» Aussi n'ai-je cessé de prendre les mesures les plus efficaces pour accroître mes forces, & je ne laisserai échapper aucune occasion de concerter les opérations de la campagne prochaine avec celles des puissances de l'Europe, qui sentent comme moi la nécessité de déployer une grande vigueur & beaucoup d'activité. Je me confie entièrement dans mes forces & dans l'affection & l'esprit public de mon peuple pour qui je combats, & dont la sûreté & le bonheur sont l'objet de ma constante sollicitude.

» L'importance locale de la Corse, & les efforts énergiques que ses habitans ont faits pour secouer le joug de la France, m'ont déterminé à ne lui point refuser la protection pour laquelle elle combattoit ; j'ai depuis, accepté la couronne & la souveraineté de cette île par un acte dont je vous ai fait remettre la copie.

» Je vous apprendis aussi, avec une grande satisfaction, que j'ai conclu un traité d'amitié, de commerce & de navigation avec les États-Unis d'Amérique. Mon but principal a été d'écartier par-là, autant qu'il est possible, tout motif de jalousie & de mésintelligence entre les deux pays, & d'améliorer leurs relations commerciales. Aussi-tôt que ce traité aura été ratifié, je vous en ferai passer une copie, afin que vous puissiez faire les dispositions nécessaires, pour en assurer l'action exécutive.

» C'est encore avec un plaisir extrême que je vous annonce le mariage de mon fils le prince de Galles avec la princesse Caroline, fille du duc de Brunswick. Les témoignages que vous m'avez toujours donnés de votre affection pour ma personne & pour ma famille, me persuadent que vous partagerez les sentimens que j'éprouve dans une occasion si intéressante pour mon bonheur particulier, & que vous me mettez à même de pouvoir à cet établissement de la manière la plus convenable au rang & à la dignité de l'héritier présomptif de la couronne de ces royaumes.

*Messieurs de la chambre des communes,*

» Je ne doute point que les motifs qui me déterminent à continuer la guerre avec vigueur, ne vous portent à pour-

voir promptement & abondamment aux besoins de chaque partie du service public : on vous en soumettra les états. Un même tems que je me plains de la nécessité d'imposer de si grandes charges à mes sujets, c'est une douce consolation pour moi d'observer l'état de notre crédit, de notre commerce & de nos ressources, qui est le résultat naturel des travaux de l'industrie, sous la protection d'un gouvernement libre & régulier. »

*Mylords et messieurs,*

« Un juste sentiment du bonheur dont ce pays jouit depuis si long-tems, vous encouragera sans doute à faire tous les efforts qui peuvent assurer ce bonheur à votre postérité.

« J'espère avec confiance que sous la protection de la providence, & même qu'avec notre constance & notre persévérance, les principes de l'ordre social, de la morale & de la religion l'emporteront enfin, & que mon peuple fidèle trouvera la récompense de ses travaux & des sacrifices qu'il fait aujourd'hui, dans la jouissance solide & durable de sa tranquillité, & dans le salut de l'Europe, arrachée au plus grand danger dont elle ait été menacée depuis l'établissement des sociétés policées. »

Sa majesté s'est retirée ensuite, & les communes se sont retirées dans leur chambre. La motion de l'adresse de remerciement a été faite dans la chambre des pairs par le comte de Camden & appuyée par le comte de Besborough. Dans la chambre des communes, la même motion a été faite par Edouard Knatchbul & appuyée par M. Canning. On ne doute pas que l'adresse ne passe sans beaucoup d'opposition & à une grande majorité, suivant l'usage, dans les deux chambres.

**BELGIQUE.**

*De Bruxelles, le 18 nivôse (7 janvier, v. st.)*

La saison continue à être favorable pour les opérations de l'armée du Nord, dans les marais & les inondations qui forment la principale défense des Provinces-Unies, c'est-à-dire que la gelée étant toujours très-vive, il en résulte que c'est un des tems de l'année les plus propices pour pousser avec vigueur une entreprise hardie. Aussi les généraux républicains ne perdent-ils point un seul instant, & chaque jour est marqué par de nouveaux progrès sur le territoire ennemi. Les alliés voudroient tâcher de défendre le terrain situé entre le Waal & le Leck, afin d'empêcher les Français de pénétrer dans la province d'Utrecht; mais ces derniers qui devinent les projets des coalisés, s'apprêtent à les déconcerter en les attaquant par-tout où ils pourroient les trouver. D'une autre part, l'armée hollandaise, commandée par le prince héréditaire d'Orange, se trouve dans une très-mauvaise position derrière Gorcum, depuis que les républicains sont les maîtres de Grave, & d'une grande partie du cours de la Meuse.

Cependant la réunion des troupes autrichiennes aux ordres du général Alvinzi, avec l'armée anglaise, doit être opérée en ce moment : le général Weineck doit rester avec 4 à 5 mille hommes pour couvrir le fort de Kehenck. Ce mouvement parmi les autrichiens laisse la forteresse de Wezel réduite, pour ainsi dire, à ses seules forces; mais il paroît qu'un corps de troupes prussiennes venant de la Poméranie, viendra les remplacer sur cette partie du

Rhin. Du côté de Breda, cette forteresse ne tardera plus à être attaquée avec toute la vivacité possible. La garnison, depuis quelques jours, fait continuellement un feu terrible sur les françois, mais sans leur occasionner de grandes pertes.

L'arrivée d'un officier général au service de la Russie, à la Haye, donne lieu à mille conjectures différentes, qui toutes paroissent également incertaines. L'on assure que Catherine, enorgueillie par sa longue fortune, veut essayer ses forces contre la république française, & qu'elle va faire marcher pour cela une armée formidable vers le Rhin. Mais les personnes qui connoissent la politique déliée du cabinet de Pétersbourg, doutent avec quelque raison, que jamais il unisse ses intérêts avec l'Autriche & la Prusse.

La garnison prisonnière de Grave est passée par cette ville pour se rendre en France; elle est forte de 14 à 15 cents hommes.

Un corps de troupes républicaines vient de partir pour se rendre à Valenciennes.

Lors de la grande attaque des lignes ennemies le 7 du courant, le général Lemaire s'étoit emparé de plusieurs bateaux ennemis, qui, outre une grande quantité de munitions de guerre qu'ils contenoient, renfermoient aussi environ 170 bouches à feu.

**F R A N C E.**

*De Paris, le 25 nivôse.*

Le discours du roi d'Angleterre à la rentrée du parlement, mérite une attention particulière. On y voit que le ministère britannique compte plus sur l'épuisement de nos moyens de subsistances, que sur ses forces réelles pour continuer la guerre. C'est le résultat du système de Pitt, qui s'est sur-tout attaché à nous priver de l'alliance des nations dont le commerce nous eût été utile & favorable. Remarquons que les vociférations insensées & impolitiques des agens de la dernière tyrannie, tendoient toutes à isoler la république de ses relations commerciales avec toute la terre; observons que le despotisme de Robespierre avoit nommé jusques dans les Etats-Unis d'Amérique des agens disposés à nous rendre odieux à ces alliés que la raison, la liberté & la reconnaissance nous avoient donnés; voyons que l'Angleterre ne montre aucune inquiétude de ce que nos conquêtes se propagent jusques dans le Zuyderzée, & concluons que les clameurs de cent exagérateurs disposés à conquérir l'Europe, pouvoient bien être fomentées par ce même Pitt, qui se vante aujourd'hui, par l'organe de Georges, d'avoir atteint en partie le but qu'il se proposoit. Ce but étoit d'entretenir une diversion constante, sur le continent, à la guerre qu'il faisoit sur mer à notre commerce : il savoit que les conquêtes poussées trop loin fatiguent souvent plus qu'elles n'enrichissent le vainqueur. Ce calcul n'a pas été assez médité dans nos discussions politiques. Il résulte de tout cela, que c'est vers Carthage qu'il faut absolument diriger aujourd'hui nos forces. Certainement ceux qui ont dit qu'il falloit que la république française se passât de tout l'univers, demeurent enfin convaincus que cette erreur, dont le ministère britannique souffloit jusques dans nos foyers le poison dangereux, est devenue très-préjudiciable à la chose publique, & qui la soutenoit, qui la propageoit chez nous, si ce n'est les agens de Ro-

bespierre, de ce tyran inepte & barbare, qui immoloit sans pitié à ses petites fureurs tout ce qui lui portoit le moindre ombrage. Volons donc à Carthage, & annonçons aux alliés qu'elle ne doit qu'à ses trésors, que, plus qu'elle, la république française, apôtre née de la liberté des hommes, ne fera pas peser sur eux le joug insupportable d'une tyrannie avide & mercantile; qu'au regne de l'exaltation, qui défigure tous les objets, succede celui de la raison, de la convenance & des intérêts communs de tant de nations impatientes de renouer des relations avec un peuple nombreux, industrieux, libre, & par conséquent juste.

L'article ci-dessus, daté de Mayence, est extrait des gazettes d'Allemagne, toutes imprimées sous la férule de leurs gouvernemens despotiques; aussi on peut le mettre au nombre, au moins, des exagérations imprimées. On vient de voir que le stathouder mécontent de la gazette de Leyde qui ne servoit pas son parti, a forcé le gazetier de passer dans les états de Danemarck. Nos politiques à conquetes publient que nos armées doivent s'emparer incessamment de l'Elbe. Laissons-les dire & songeons plutôt à la Tamise, qui a ouvert constamment sur nous le mauvais côté de la boîte de Pandore.

## CONVENTION NATIONALE.

Présidence de LETOURNEUR (de la Manche).

Séance du 24 nivôse.

Le décret rendu hier, & par lequel l'assemblée a porté à 33 livres par jour l'indemnité accordée à ses membres, a donné lieu aujourd'hui à une longue discussion: l'occasion paroissoit favorable: on ne l'a pas échappée; c'est Lefiot qui s'est chargé d'en demander le rapport. Il est donc monté à la tribune; & il a fondé son opinion sur les phrases tant usitées en pareille occasion: il a parlé du désintéressement, de la frugalité qui convenoit à des républicains; quant aux peres de famille qui se trouvent dans l'assemblée, sans doute ils ne se sont pas imaginés, a-t-il dit, que la révolution seroit un patrimoine pour eux; le meilleur héritage qu'ils puissent laisser à leurs enfans, c'est l'amour du travail & de la pauvreté.

Dans le haut de la salle & dans les tribunes situées du même côté, on applaudissoit fort Lefiot; mais bientôt divers membres lui ont fait de fâcheuses interpellations.

Tu parles de femme & d'enfant, s'est écrié une voix; où est ta femme? où sont tes enfans? — il les a chassés, dit une autre voix. — Où sont-ils, dis, dis?

Lefiot a été en mission, a-t-on crié d'autre part.

Si l'on veut faire de ceci une affaire personnelle, il faudra qu'on me permette de répondre, reprend Lefiot.

Plusieurs voix: Oui, oui.

Lefiot: Je voudrois loger dans une maison de verre.

Plusieurs voix: Eh bien, reponds, reponds donc!

Lefiot conclut au rapport du décret; & sans rien répondre aux interpellations qui lui ont été faites, il descend de la tribune & retourne tout doucement à sa place.

Charlier succede à Lefiot; il démontre qu'on suit le même système que les aristocrates avoient adopté dans l'assemblée constituante; il ajoute que ce ne sont pas les intérêts du peuple qu'on stipule, mais peut-être bien ceux d'une faction. Vifs applaudissemens. — Oui, l'on conspire, s'écrie Bentabole; on conspire contre la repré-

sentation nationale; on veut perdre tous les députés qui ont fait le 10 thermidor. — Oui, oui, s'écrie-t-on. — C'est pour la fin de cette décade qu'ils ont arrêté la mort de la convention, dit Richoux. — Une voix: nous saurons tous mourir pour la liberté. — L'assemblée se leve. — Une autre voix: les traitres seuls périront. — Vifs & longs applaudissemens.

Bentabole lit des passages d'un journal rédigé par le représentant Chasles.

Bourdon. — Il faisoit l'Ami du Roi.

Dans ces passages il est dit, que le peuple n'est point décidé sur la révolution du 10 thermidor (mouvement d'indignation); que les patriotes ont applaudi à celle du 31 mai, & les aristocrates à celle du 10 thermidor, ainsi qu'on peut juger.

Il est dit aussi dans cet ouvrage, que le peuple ne savoit ni où il alloit, ni où on vouloit le mener le 14 juillet, le 10 août; qu'il ne lui restoit à cette dernière époque que le choix des tyrans.

Ce sont des lâches imposteurs, s'écrie Merlin de Thionville; le peuple au 10 août a fondé la république en écrasant le trône de ses rois.

Bentabole demande le renvoi de cet écrit aux trois comités.

Non, dit Clauzel: il suffira qu'on sache que l'auteur de cet écrit est un ci-devant prêtre, un chanoine qui regrette ses 12 mille liv. de prébende, & qui rédigeoit l'Ami du Roi, de Royou.

Bentabole s'adresse avec véhémence à la majorité de la convention: c'est vous, députés honnêtes, qui voulez le bonheur du peuple, qu'on veut perdre & le peuple avec vous.

On réclame contre ce mot de majorité.

C'est à regret, répond Bentabole, que je n'ai pas dit unanimité. Mais il est trop vrai qu'il y a ici une petite minorité qui cherche à avilir la convention. — On applaudit.

— Un grand nombre de voix: C'est vrai, c'est vrai.

Un autre membre cite le fait suivant: hier, je passois dans la rue Honoré, dit-il, avec un de mes collègues & deux autres personnes, je vis un député. . . .

On demande de toutes parts qu'il le nomme.

C'est Charles Duval, reprend Popinant: il causoit avec deux femmes, & dès qu'il les eut quittées, elles se mirent au milieu de la rue à crier contre notre décret.

Charles Duval parle de sa place, & dit que sa mémoire ne lui rappelle pas ce fait.

Clauzel. — Il n'est pas étonnant que Charles Duval n'ait pas besoin d'une augmentation de traitement, puisque l'ancien gouvernement lui payoit 12 mille liv. pour sa feuille.

Duval demanda la parole de sa place: on lui crie d'aller à la tribune; il y va, & dit qu'il ne peut pas faire d'autre réponse que de nier le fait. — Marmures.

Nous donnerons demain la suite de cette discussion. — L'assemblée a passé à l'ordre du jour.

Laignelot, à la fin de la séance, est venu communiquer un arrêté pris par le comité de sûreté générale, pour faire transférer au château de Ham l'ex-général Rossignol, l'ex-maire Pache, l'ex-ministre Bouchotte, Bouchotte jeune, & Xavier Audouin, ci-devant adjoints de ce dernier; Raison, ci-devant commissaire de la commission des subsistances; Chrétien, Clémence & Marchand, détenus dans diverses prisons de Paris: l'assemblée a confirmé cet arrêté par un décret.